

*Pétrole et gaz*

**M. Douglas:** Le magnat du pétrole d'Edmonton parle tout en restant assis. S'il veut faire un discours, il aura toutes les chances voulues. Il est depuis des années l'apologiste de l'industrie du pétrole à la Chambre. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a accusé le Nouveau parti démocratique d'appuyer la politique pétrolière du gouvernement. Si j'ai agi ainsi, c'est parce que j'aurais des cauchemars à la pensée que le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) puisse en être chargé.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Les gens vous ont quitté par dizaines et par vingtaines de milliers.

**M. Douglas:** Je ne répondrai plus au député d'Edmonton-Ouest. Un ancien premier ministre l'avait nommé ministre. Il l'est demeuré deux mois seulement. Ce fut la décision la plus sage de l'histoire.

En terminant, je dirai que cette question d'une société nationale du pétrole est trop importante pour être étouffée par quelques réactionnaires de la Chambre ou du gouvernement. Ce sont les Canadiens, ceux-là surtout qui habitent à l'Est de la vallée l'Outaouais, qui seront les victimes si nous n'établissons pas quelque mécanisme national de commercialisation. Nous, députés du Nouveau parti démocratique, continuerons à harceler le ministre et le gouvernement pour qu'il présente d'ici Noël une mesure en vue de l'établissement d'une société nationale du pétrole.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur le président, à la suite de la déclaration de l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) qui, cette fois, nous a fait parvenir copie de sa déclaration à l'avance, et en français, il me fait plaisir de m'unir à mes collègues pour faire à la Chambre des observations sur l'important problème qu'il a soulevé.

Notre manque d'énergie, de pétrole, au Canada, monsieur le président, a été causé, premièrement, par le manque d'énergie et de lumière du ministre actuel et de ses prédécesseurs, qui n'ont pas su prendre au moment opportun des mesures de prévention relativement au problème de l'énergie.

La déclaration d'aujourd'hui portait sur l'acceptation des augmentations de prix demandées par les sociétés pétrolières du Canada, l'une de 2c. le gallon pour septembre et octobre, et l'autre de \$1 le baril pour novembre.

Il faut accorder des augmentations de prix à ces sociétés si l'on veut assurer l'approvisionnement du Canada en produits pétroliers, a déclaré l'honorable ministre. Ceci, monsieur le président, est une preuve de plus de notre dépendance économique en produits pétroliers, car il faut accepter les augmentations de prix si l'on veut se chauffer et faire fonctionner les véhicules automobiles au Canada.

Nous avons une fois de plus, monsieur le président, la preuve que nous sommes des colonisés, alors que 83 p. 100 de l'industrie pétrolière du Canada sont dirigés par les étrangers. On exporte du gaz canadien à des prix ridicules, alors que l'on en importe à des prix plus élevés. Nous sommes les perpétuelles «vaches à lait» des sociétés pétrolières multinationales. Il est prouvé aujourd'hui, monsieur le président, qu'il n'existe pas de véritable surplus pétrolier au Canada et, cependant, on a exporté nos produits depuis des années, et ce à des prix ridicules. Même si nous avions des surplus, nous devrions les conserver pour satis-

faire à la demande au cours des prochaines années, tout en assurant un prix domestique peu élevé. Mais non, on a fait le contraire. On a exporté à bon marché...

**M. Roy (Laval):** A mon avis, les prix...

**M. Rondeau:** Les prix changent chaque semaine; on n'a qu'à suivre les cours à la Bourse de Montréal pour connaître les prix à l'exportation.

Je m'aperçois que l'honorable député de Laval (M. Roy) n'est pas au courant des problèmes pétroliers et qu'il va manquer d'huile. S'il n'a pas encore manqué d'huile à chauffer, il a manqué de lumière depuis un bon bout de temps.

Nous importons à des prix de plus en plus élevés, comme vient de le dire l'honorable ministre, en annonçant une augmentation de prix de nos importations. La politique de l'honorable ministre fonctionne à l'encontre du bon sens, et le consommateur canadien défraie perpétuellement tous ces coûts, et les sociétés pétrolières multinationales encaissent des millions de dollars sous le regard gêné et impuissant de l'honorable ministre, membre d'un parti «libéralement» financé par ces mêmes sociétés multinationales.

Ces sociétés font le beau et le mauvais temps, décident au nez de l'honorable ministre des prix et de l'avenir des produits pétroliers du Canada, se servent des exemptions d'impôts attribuées aux recherches pour faire disparaître les profits et, par la force comptable des dépenses en recherche exempte d'impôts, financent leur exploration pétrolière partout dans le monde, au lieu de favoriser l'industrialisation et la commercialisation des produits canadiens.

Ce soir, selon la déclaration de l'honorable ministre, on augmente la taxe à l'exportation de \$1.90 le baril pour le mois de décembre, et les sociétés augmentent leurs prix à l'importation. On réclame \$1.90 le baril sur les prix en surplus sur nos exportations, et l'on s'engage à payer davantage nos importations. Où est donc la différence? Elle est la suivante: le consommateur canadien paiera plus cher les importations que ce que le gouvernement percevra de plus en taxes sur les exportations. Monsieur le président, il faut des économistes pour faire cela. Les économistes du gouvernement cherchent une solution au problème du pétrole. Il ne faut surtout pas qu'ils trouvent la solution, car ils perdraient leur emploi. Ils sont payés pour chercher et il faut qu'ils cherchent sans trouver. Ils ont trouvé cette solution qui n'en est pas une. Et l'honorable ministre dit qu'il existe un problème d'énergie au Canada. Le 14 février 1973, on rapportait ces propos de l'honorable ministre:

● (2050)

[Traduction]

... les puits de pétrole des provinces de l'Ouest ne sont pas surexploités, et les raffineries canadiennes ne prévoient aucune pénurie de pétrole brut.

Ces assurances, c'est le ministre de l'Énergie, M. Macdonald, et les membres du cabinet de l'Alberta qui les ont données; les porte-parole de l'industrie pétrochimique de même des autorités américaines comme les sénateurs Henry Jackson et Frank Ross abondent dans le même sens.

[Français]

Monsieur le président, comment se fait-il qu'en février on disait qu'il n'existait aucun problème, que notre production d'huile au Canada était suffisante, et qu'aujourd'hui on dit que nous manquons de produits pétroliers? Et dans le *Winnipeg Free Press* du 10 juillet 1973, on explique